

# Bulletin trimestriel PAYSAN DU SAHEL



[www.afriqueverte.org](http://www.afriqueverte.org)



Les Sahéliens peuvent nourrir le Sahel

**AMASSA Afrique Verte Mali**  
**(Association Malienne pour la Sécurité et la Souveraineté Alimentaires)**  
**Numéro : 18** **janvier – février – mars 2008**

## Editorial

### Des moments difficiles pour les consommateurs.

Au moment où les services chargés des statistiques (CPS/MA) publient les résultats définitifs de la campagne agricole 2007/2008, on note des moments difficiles en perspectives pour les consommateurs. Pourtant le bilan céréalier prévisionnel montre un excédent net de 892.063 tonnes toutes céréales confondues dont 152.714 tonnes de riz, 757.892 tonnes pour les céréales sèches et un déficit de 18.543 tonnes de blé. Mieux encore, elle fait suite à une autre campagne excédentaire et paradoxalement l'évolution des prix ne suit pas cette logique. En effet, les prix des céréales sèches (mil, sorgho et maïs) base de l'alimentation, contrairement à certaines années n'ont pas connu de baisses significatives après les récoltes. En ce qui concerne le riz, on s'achemine vers des prix records jamais égalés. Lors de la dernière bourse nationale aux céréales à Ségou, du 1<sup>er</sup> et 2 avril 2008, le riz paddy a été cédé à 165 Fcfa/kg et le riz Gambiaka décortiqué à 320 Fcfa/kg pendant que la demande même du riz représentait 78% des 7.821 tonnes de besoins exprimés. Par ailleurs, il est à noter que 74% des demandes en riz n'ont pu être satisfaites par l'offre proposée (1.596 tonnes). Ce qui démontre une forte indisponibilité du riz (local et importé) sur les marchés.

Comment comprendre ce paradoxe ? Fiabilité des données statistiques ? Les incertitudes nées des conditions dans lesquelles s'est déroulée la campagne (installation tardive de l'hivernage, inondations des champs, arrêt précoce des pluies)

incitent à plus de « mesures sécuritaires propres ». « Globalisation de la cherté » ? Autant de questions que l'on peut se poser.

L'alerte semble bien donnée pour les décideurs et consommateurs. Au niveau mondial, la hausse du cours du pétrole, des matières premières, des intrants agricoles rendent de plus en plus difficile la situation au niveau des coûts de production et des frais d'approche. Et l'on se rend compte que quasiment tous les produits de premières nécessités deviennent de plus en plus inaccessibles aux populations en raison de leur faible pouvoir d'achat. Que ce soit le lait, la viande, l'huile ou les céréales, le même constat : la hausse des prix.

Les pouvoirs publics et les professionnels sont en train de prendre des initiatives et des mesures qui vont de la production de pain à base de blé et de céréales locales, d'interdiction d'exporter des céréales, d'exonération de droits de douane et de taxes sur le riz ouverte à tous les importateurs en vue de soulager les populations.

Ces mesures seront-elles suffisantes pour juguler la situation ? Les commerçants bénéficiaires des exonérations vont-ils baisser les prix ? L'avenir très proche nous le dira. Mais d'ores et déjà, nous pensons qu'il faudrait encore plus d'actions, d'imagination pour accroître la sécurité alimentaire des populations sahéniennes et nourrir autrement le sahel afin d'atteindre un jour la souveraineté alimentaire.

**Yacouba BALLO**

#### Dans ce numéro :

Editorial	1
Actualités – Vie du terrain	2
Brèves	5
Affaires - Opportunités d'affaires – Echanges de technologies	5

## ACTUALITES - VIE DU TERRAIN

### • Approvisionnement en céréales / Développement des échanges commerciaux

AMASSA Afrique Verte Mali dans sa stratégie d'appui à l'approvisionnement en céréales procède annuellement en cette période d'après récoltes à l'organisation d'une série de bourses en vue de développer les échanges commerciaux. Ces événements, compte tenu de l'impact sur la sécurité alimentaire, occupent de plus en plus une place de choix dans l'agenda des acteurs céréaliers de notre pays. De ce fait, AMASSA Afrique Verte Mali, seule ou en co-organisation avec ses partenaires (services techniques de l'Etat, organismes publics ou internationaux, producteurs et opérateurs privés) vient de boucler le 2 avril dernier, un total de sept (7) bourses au courant de la période. L'engouement et l'intérêt portés sur les bourses se montrent de plus en plus depuis la co-organisation de l'édition nationale avec les partenaires APCAM, SG2000, PVM, PRECAD et Faso Jigi/PACCEM.

En effet, cette 2<sup>ème</sup> co-organisation lors de la 14<sup>ème</sup> édition de la bourse nationale à Ségou 2008 a vu une participation active de la délégation du PAM qui envisage de mettre en place un programme d'achats locaux de céréales accessibles aux petits producteurs. Mieux, elle a vu la participation des plus hautes autorités du pays concernées par les questions de sécurité alimentaire notamment le

Ministre de l'Agriculture, la Ministre chargée des Relations avec les Institutions et les partis politiques et Mme la Commissaire à la Sécurité Alimentaire.

Ces bourses organisées ont permis d'enregistrer une offre globale de 25.672,600 tonnes environ de produits agricoles et une demande globale de 11.033 tonnes environ. Les mises en relation ont pour l'instant permis les transactions de 2.556 tonnes environ au moment de la clôture des bourses.

La bourse nationale à elle seule a favorisé la transaction de 1.878 tonnes environ pour une valeur de 338. 584.950 Fcfa.

Ces chiffres confirment à coup sûr la configuration de la campagne. Comme les années passées les plus grandes transactions s'effectuent généralement après les bourses. Ces dernières servent ainsi de disposer des informations capitales (disponibilités de l'offre et demandes solvables) en attendant la période optimale de satisfaction des besoins. AMASSA Afrique Verte et l'ensemble des partenaires suivront d'un intérêt particulier les différents contacts et besoins exprimés lors de ces bourses.



*A gauche, vue d'un stand et à droite Mr Kaya PVM, Mme Diabaté, Ministre chargée des Relations avec les Institutions, Mr Haidara, coordinateur AMASSA Afrique Verte Mali et Mr Sangaré, Ministre de l'Agriculture, à la bourse de Ségou 2008*



### • Point de vue sur la question du pain au Mali

Face à la flambée générale des prix des denrées alimentaires et du blé en particulier, les professionnels du secteur et les autorités ont de pris beaucoup d'initiatives notamment la production du pain mixte. Sur la question, nous avons ouvert nos colonnes à un spécialiste en vue d'apporter notre contribution à la réflexion.

#### Comment comprendre la politique du prix du pain au Mali ?

Difficilement compréhensible ce qui se passe, avec tant de paramètres et d'intérêts antagonistes, à prendre en compte par rapport au consommateur, au distributeur, au boulanger, au meunier, ainsi que toutes les mesures régaliennes qui reviennent à l'Etat pour réglementer et arbitrer au sein de la filière du pain.

Ce pain est cher de par sa place dans notre modèle alimentaire urbain, cher pour sa valeur symbolique dans notre contexte socio-économique, cher par son prix quant on connaît la faiblesse de notre pouvoir d'achat. Il est cher aussi par un ensemble de savoir-faire nécessaire pour le mettre sous contrôle technologiquement et financièrement. En raison des préoccupations de rentabilité des entreprises, mais aussi de satisfaction du

consommateur final, quant il s'agit du rapport entre les critères de choix du pain : le prix / la qualité / la quantité, les positions restent assez divergentes au sein de la filière du pain.

Pour comprendre que la panification est réellement un phénomène urbain au Mali aussi, il faut noter en passant, que le District de Bamako regroupe près de 60% des 200 boulangeries formellement reconnues à travers les villes du territoire national. Au plan national, l'industrie du pain représente près de 70 Milliards Fcfa de chiffre d'affaires annuel, une consommation de plus de 70.000 tonnes de farine de blé et environ 10.000 emplois directs et indirects. De ce fait, elle constitue le premier secteur de la production agroalimentaire industrielle au Mali.

## Comprendre l'impact de la flambée des cours du blé meunier sur le prix pain

Le pain ici adopté se fabrique avec 100% de farine de blé. Le blé qui représente 70 à 75% du prix final de la farine fabriquée par les meuniers Maliens.

Les décisions prises par le GRM ont permis de contenir depuis quelques années, le cycle haussier du prix de la farine dans des proportions moins dramatiques, quand on sait ce qui se passe sur le marché international du blé, avec des mécanismes de bourse qui échappent totalement à un pays comme le Mali. Cela a effectivement permis dans une certaine mesure, d'arbitrer et d'amortir l'impact des hausses successives du prix du blé et de la farine sur le prix final du pain vendu.

Sans être dans le secret du fournil chez le boulanger Malien, il est établi qu'en général, avec un pétrin de 100 kg de farine, c'est l'équivalent de 350 « gros pain » (au lieu de 333 normalement) qui sortent du four sur le marché. A ce sujet, le respect du poids de 300 g de farine par pain n'est pas garanti pour le consommateur.

Les récentes hausses sur le prix de la farine sont de l'ordre de 25% (le sac de 50 kg passe en moyenne de 17.500 à 22.000 Fcfa). Mais on observe au Mali, un cumul de 47% sur les trois dernières années (passé de 15.000 à 22.000 Fcfa).

Mécaniquement, pour la structure de prix avant la dernière hausse, le calcul indique que la farine représentait entre 40 et 42% du montant payé par le consommateur pour « gagner son pain ». Donc pour ce consommateur, l'impact de la dernière hausse de 25% sur le prix de la farine devrait se traduire par une majoration maximale de 10,5% sur le tarif du pain. Mais il a constaté un passage de 250 à 300 Fcfa pour le prix du « gros pain » soit une hausse de 20%.

Sur la même période des trois dernières années, le prix du pain passe de 625 à 1.000 Fcfa/kg (prix actuel), soit 60% de majoration. Pourtant l'impact

### L'incorporation de céréales locales pour faire du « Mali-Buru »

L'approche technologique, est une option non négligeable, mais d'autres pistes peut-être restent à explorer, notamment la stratégie de distribution et bien d'autres mesures tarifaires et non tarifaires.

Technologiquement, la tentative en cours avait pourtant montré ses limites : l'incorporation au blé de farines à base de céréales locales (mélange de 65% de blé, 12,5% de maïs, 12,5% de mil et 10% sorgho) pour la panification ne donc semble pas être une solution suffisante et viable ni dans l'immédiat ni à moyen et long terme.

A-t-on tiré les leçons des échecs des années 80 à 90 pour la promotion du « Mali-Buru » dont l'hypothèse de formulation n'intégrait que le maïs (de 15 à 20% du total) ? Par ailleurs, a-t-on observé les succès mitigés, malgré des moyens financiers importants injectés pour soutenir la promotion du « Pamiblé » au Sénégal ?

Hélas, il existe bien d'autres cas à examiner à travers l'Afrique, s'agissant des enjeux socio-économiques et de la diversité des mesures

direct des hausses successives du prix de la farine (47%), correspond à une majoration maximale justifiée de 21% sur le prix du pain.

Ainsi on peut retenir que les hausses successives du prix de la farine sont largement compensées pour les boulangers. Que dire devant ce constat ?

Ce qu'il faut simplement et naïvement comprendre, c'est que le prix du pain n'est pas que celui de la farine, comme tente de le justifier la communication des entreprises de boulangerie. C'est pourquoi il faut encore et toujours chercher à mieux comprendre la situation.

Un sondage rapide, qui mériterait d'être approfondi ultérieurement, montre l'évolution du prix, par exemple celui « gros pain » : du boulanger au distributeur (premier livreur en moto « Dragon »), c'est une négociation établie à 235 Fcfa l'unité ; du livreur au revendeur de quartier une majoration de 40 Fcfa ; du revendeur au consommateur final une majoration de 25 Fcfa. En somme la distribution telle que procédée à ce jour, représente 21,7% des 300 Fcfa payés par le consommateur. Sur cette stratégie de distribution, la concurrence effrénée et déloyale entre les boulangeries y pèse lourdement.

Sans prétendre décortiquer ici le compte d'exploitation d'un boulanger moyen de Bamako, dans le prix actuel du « gros pain » à 300 Fcfa, les autres charges (main d'œuvre de fabrication, énergie, amortissements, loyer, impôts, taxes, frais financiers, frais généraux, etc.) représentent entre 36 et 38%.

Dans un tel contexte, la stratégie à monter pour endiguer des hausses subites de prix, d'ampleurs importantes et difficilement supportables pour le consommateur, devra passer nécessairement par une concertation forte entre les protagonistes de la filière pain, sous-tendue par une politique tarifaire transparente et consensuelle.

réglementaires autour de ce sacré pain. Ne dit-on pas qu'il est un vrai « baromètre » pour mesurer en temps réel la dégradation de la situation économique !!!

Pour comprendre, disons qu'il ne s'agit pas que simplement d'une question de volonté politique. On se retrouve bien dans un processus assez complexe où sont en jeu des intérêts financiers et de rentabilité pour des entreprises de meunerie et de boulangerie, ainsi que de facteurs d'acceptabilité par les consommateurs sur la base de critères tantôt objectifs et subjectifs difficiles à cerner.

Dans l'hypothèse d'une généralisation de cette mesure de promotion et d'utilisation des farines composées dans la panification, c'est effectivement une opportunité de marché pour la commercialisation de 15 à 20.000 tonnes de farines locales (mil, maïs, sorgho) qui se présente aux opérateurs céréaliers du Mali. En équivalent céréales brutes, il s'agira à court terme, pour les producteurs d'un marché de 20 à 25.000 tonnes par campagne agricole.

C'est vrai que dans les laboratoires de technologies alimentaires, les chercheurs travaillant dans des conditions d'expérimentations idéales (bonnes farines, formulations affinées, bonne hydratation, bon pétrissage, fermentation maîtrisée, bonne cuisson, surtout bons techniciens de la panification) semblent bien convaincus de l'intérêt stratégique de faire de la panification avec des farines de céréales locales, aussi bien techniquement qu'économiquement. D'évidence, il en est autrement en grandeur réel sur le terrain. Car, ils sont rares les boulangers qui après quelques essais encadrés et subventionnés souhaitent réellement se maintenir dans la production de ce produit.

En effet, des nouveaux soucis apparaissent rapidement pour eux : des difficultés à assurer pour un approvisionnement régulier de farines locales en quantité, en qualité et à prix adéquats – de maîtriser la fabrication – de conserver les clients déjà fidélisés etc... Ce sont là, entre autres motifs, des difficultés effectives de gestion au quotidien, qui découragent bon nombre et finissent par avoir raison sur la stratégie bien aléatoire de lancement

### **Continuons à rechercher d'autres solutions plus viables et durables à la place du « Mali-Buru » ...**

Bref, ici on cherche simplement à comprendre. C'est pourquoi, sur cette problématique de la place du pain dans le modèle urbain de consommation alimentaire, continuons à rechercher, afin de pouvoir proposer d'autres innovations permettant d'accroître la sécurité alimentaire des populations sahéniennes. C'est en cela que le sahel pourra un jour nourrir autrement le sahel avec ses propres céréales et d'autres produits locaux. Et c'est ainsi qu'on gagnera en terme de souveraineté sur le choix de notre modèle authentique d'alimentation.

et de croissance de part de marché pour ce pain nouveau.

Et le pêché, c'est d'insister auprès du boulanger et du consommateur pour justifier la valeur supérieure du « Mali-Buru » alors que bien des préalables opérationnels sont encore du domaine de l'incertain : la disponibilité de grains technologiquement aptes, l'adaptation des équipements et des diagrammes de mouture chez les meuniers, la vente des farines locales à des prix plus incitatifs, la mise à niveau des boulangeries (équipements et formations pour l'adaptation des procédés de panification), la connaissance plus fine des critères de choix et d'acceptabilité organoleptique par le consommateur en ville et à la maison, etc.

C'est donc sur plusieurs cadrans d'analyses qu'il va falloir s'investir, avec des moyens suffisants sur la durée nécessaire pour atteindre la cible. Sinon c'est vers un avenir incertain avec une faible probabilité de succès, qu'on se dirige pour ce « pain nouveau » re-proposé au consommateur Malien.

Acceptons donc de mettre à profit, un peu plus de « notre imagination au service du développement » pour persévérer dans la réflexion avec objectivité, afin d'impulser de « nouvelles approches de l'alimentation au sahel » fondées sur la prise en compte : des progrès de la technologie agroalimentaire ainsi que la diversification de l'offre de produits et des innovations significatives pour accroître la transformation et la conservation de nombreux aliments locaux plus sains et plus nutritifs au bénéfice du consommateur sahénienn ...

**Amadou Sylla**, membre AMASSA Afrique Verte Mali,  
Tél. (00223) 674 50 51- email : [dbsylla@hotmail.fr](mailto:dbsylla@hotmail.fr)

#### **• Résultats définitifs de la campagne agricole et perspectives alimentaires**

Les évaluations définitives des récoltes 2007/08 proclamées en mars par la CPS/MA aboutissent à une production céréalière estimée à 3.885.477 tonnes (30% de Mil, 28% de Riz, 23% de Sorgho, 18% de Maïs, 1% de Fonio et moins de 1% de Blé) contre 3.693.240 tonnes obtenues en 2006/2007.

La production de céréales est en hausse de 5% par rapport à la campagne passée et de 22% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Cette augmentation est principalement liée à l'augmentation de la production du sorgho (17%) qui en partie, a remplacé le coton dans le sud du pays. Le mil et le riz ont respectivement augmenté de 4% et de 3%. Le maïs a légèrement diminué de 3% probablement imputable d'une part au retard dans l'installation de pluie, et d'autre part au recul du coton dont une partie des intrants serait utilisée dans la fertilisation du maïs en année normale de production cotonnière.

Le bilan céréalière dégage un excédent brut de 613.169 tonnes, toutes céréales confondues dont -37.584 tonnes pour le riz, -110.426 tonnes pour le blé et + 761.179 tonnes pour les céréales sèches.

Si l'on tient compte des données prévisionnelles d'importations et d'exportations commerciales et des importations d'aides alimentaires au cours de

la campagne, le bilan prévoit un excédent net de 892.063 tonnes toutes céréales confondues : un excédent de 152.714 tonnes de riz, et 757.892 tonnes pour les céréales sèches, un déficit de 18.543 tonnes de blé.

En dépit de cette situation globalement excédentaire, le SAP a identifié 376.403 personnes en difficultés économiques. Ces populations se répartissent ainsi :

- Région de Kayes, 10 communes des cercles de Diéma (4) et Nioro (6),
- Région de Koulikoro, 6 communes des cercles de Banamba (1) et Nara (5),
- Région de Ségou, 1 commune à Macina,
- Région de Mopti, 4 communes dans le cercle de Bandiagara,
- Région de Tombouctou, 3 communes dont une partiellement concernée à Tonka et 2 dans le cercle de Gourma Rharouss,
- Région de Gao, 4 communes dont une partiellement concernée à Gabéro, 1 à Ansongo et 2 à Bourem,
- Région de Kidal, 6 communes dans les cercles Abeibara (3) et Tessalit (3).

- **Participation à la FIARA 2008**

Dans le cadre de la promotion des céréales locales transformées du Mali, Afrique Verte et AMASSA ont favorisé la participation des unités de transformation et minoteries rurales du Mali à la 9<sup>ème</sup> Foire Internationale des Ressources Agricoles et Animales (FIARA) de Dakar tenue du 28 février au 06 mars 2008.

Cette foire regroupe chaque année des opérateurs économiques des pays de l'espace UEMOA. Pour cette édition, Afrique Verte a favorisé la participation de trois représentantes des unités de



*Départ de la délégation Amassa Afrique Verte*

transformation (Nafin Duman, CFTS et UFCF de Sikasso) et un gérant de Minoterie (Karangana) de Koutiala, onze promotrices d'UT de Bamako et onze représentantes d'associations féminines de la région de Kayes. Il faut signaler que parmi ces participants certains l'ont été sur fonds propres.

L'objectif était de faire connaître les produits transformés Maliens et de permettre aux associations et minoteries du Mali de s'inspirer de l'expertise sénégalaise en matière d'emballage et de technologies appropriées pour les produits transformés. La participation des Maliens à l'édition 2008 de cette foire a permis d'obtenir les résultats suivants :

Les associations de Kayes et celles de Bamako ont pu vendre, suite à cette édition, environ 6 tonnes de divers produits transformés (brisure et semoule de maïs, fonio précuit, djouka, mableriz, pain de singe). Ces ventes se sont déroulées au moment de la FIARA et des commandes réalisables après la FIARA ont aussi été passées. Aussi il est important de préciser qu'il est extrêmement difficile de faire une évaluation exhaustive des ventes opérées par les associations féminines. Au total un chiffre d'affaires de 5.371.050 Fcfa a pu être réalisé par le réseau appuyé par Afrique Verte.

## BREVES

- **Visite TDH France au Mali**

Une délégation de 11 personnes, membres et sympathisants de Terre des Hommes France vient de séjourner au Mali dans la première quinzaine du mois de mars 2008. C'est dans le cadre des « visites découvertes » de l'association que ce voyage a été effectué. La délégation conduite par Jean Régis RENARD s'est rendue à Bamako, Mopti, Djenné et Bandiagara.

- **Nouveaux programmes en perspectives**

Courant 2008, de nouveaux programmes sont en perspectives pour AMASSA, il s'agit notamment :

- Du programme d'amélioration et de la commercialisation des produits locaux transformés au Mali et au Sénégal avec Volens (Belgique) comme partenaire financier. Ce programme concerne 4 ONGS maliennes et 3 sénégalaises. AMASSA est chef de file du volet transformation pour 6 ans.
- Du programme de renforcement des capacités des associations féminines dans trois communes de Gao avec Frères des Hommes Luxembourg comme partenaire financier, de 2009 à 2011.
- Du projet de centre d'appui à l'entrepreneuriat collectif pour les jeunes en partenariat avec SOCODEVI de 2008 à 2010.
- D'un nouveau programme, en cours de traitement, avec Essonne à Douentza sur les questions de semences.
- D'un nouveau programme, en cours de traitement, sur la transformation et la commercialisation des céréales locales avec MISEREOR.

## AFFAIRES - OPPORTUNITES D'AFFAIRES - ECHANGES DE TECHNOLOGIES

Acteurs du marché céréalier, pour vos besoins d'informations et de transactions cérésières, n'hésitez pas à contacter les co-organisateurs de l'édition 2008 de la Bourse Nationale aux Céréales, tenue les 1<sup>er</sup> et 2 avril à Ségou. Il s'agit de :

- AMASSA Afrique Verte Mali, BP : E 404 - Tél. : 221 97 60 - Fax : 221 34 11 – email : [afriqueverte@afribone.net.ml](mailto:afriqueverte@afribone.net.ml)
- APCAM, BP : 3299 - Tél. : 221 87 25 - Fax : 221 87 37 - email : [apcam@apcam.org](mailto:apcam@apcam.org)
- SG200, BP : E 3541 - Tél. : 220 58 34 - email : [sg2000@ikanet.net](mailto:sg2000@ikanet.net)
- Projet Villages de Millénaire Ségou, BP : 510 Ségou - Tél. : 232 33 92 - Fax : 232 33 93 – email : [bocary.kaya@undp.org](mailto:bocary.kaya@undp.org)
- PRECAD Ségou, BP : 214 Ségou - Tél. : 232 22 19 - email : [precad@afribonemali.net.ml](mailto:precad@afribonemali.net.ml)
- Faso Jigi / PACCEM Ségou, BP : 351 Ségou - Tél. : 232 26 63 - email : [info@fasojigi.org](mailto:info@fasojigi.org)